



Presse

Parti Socialiste

www.parti-socialiste.fr

10 rue de Solférino
75333 Paris Cedex 07
Tél : 01 45 56 77 26
Fax : 01 45 56 78 74

presse@parti-socialiste.fr

Paris, le 25 janvier 2006



- Appel -

La décentralisation est une grande idée mise en œuvre par la gauche, il y a 25 ans. Depuis lors, régions, départements et communes ont répondu aux besoins de leurs populations. Leur détermination a conduit à rapprocher les citoyens de l'action publique en même temps qu'elle a rendu celle-ci plus efficace.

Détournée de ces objectifs, par les gouvernements Raffarin et De Villepin, la décentralisation se résume aujourd'hui à un simple transfert de charges que l'Etat ne veut plus assumer. Transfert du RMI, des routes nationales, des personnels administratifs et ouvriers, réforme de la taxe professionnelle, « bouclier fiscal », autant de mauvais coups destinés à financer une politique d'allègement fiscal clientéliste. Ces cadeaux fiscaux aux plus favorisés sont payés par l'ensemble des contribuables dans leurs impôts locaux.

Cette politique étrangle les collectivités locales et vise à la réduction des dépenses sociales (RMI, APA, logement social ...) que la droite au pouvoir considère comme improductives.

Toutes les collectivités et surtout les plus modestes sont frappées et réduites à choisir entre abandonner des politiques publiques pourtant indispensables ou augmenter une fiscalité locale déjà injuste et archaïque.

Quand l'Etat supprime la police de proximité et les emplois jeunes, quand il ne fait pas respecter l'obligation de construire des logements sociaux, quand il accroît sa dette et multiplie les déficits, quand il se désengage de l'action publique et laisse des territoires à l'abandon en supprimant des services publics de proximité, quand il se révèle incapable d'assurer la présence médicale, c'est tout le lien social qui est menacé de disparaître dans notre pays.

Nous élus refusons cet abandon,

Nous élus n'acceptons pas le démantèlement du service public.

Nous élus nous insurgeons contre le mauvais procès que le Gouvernement engage en nous accusant de porter une responsabilité dans le poids de la dette alors que nous sommes les premiers investisseurs publics, loin devant l'Etat.

Les élus socialistes et républicains gardent comme priorité la solidarité, l'emploi, le service public, le logement. Au moment où les collectivités préparent leur budget nous engageons sur l'ensemble du territoire une mobilisation nationale pour obtenir du gouvernement les moyens de conduire ces priorités.

Rendez vous sur
www.lacoleredeselus.com